
Nº. 399.

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

Vitam impendere vero.

Du Lundi 14 Mars 1791.

Les peres conscrits mettant bas le masque.

Les bonnes gens qui lisent les décrets de l'assemblée nationale regardent la constitution comme le plus beau monument de la sagesse humaine. Hors d'état de les apprécier à leur juste valeur, en les appliquant aux hommes chargés de les mettre à exécution; ils n'en sentent ni les défauts, ni les vices, ils s'en tiennent à la lettre; et voyant des loix qui ont la plupart une espèce d'apparence de justice, ils s'extasient d'admiration. Les sophistes qui en pronent la bonté, disent avec emphase, qu'il ne s'agit que de les observer et d'en confier l'exécution, à des gens de bien que tout aille à merveille: ce qui signifie en d'autres termes que ces loix sont excellentes pour des hommes justes et sages. Mais

pour des hommes sages et justes, les loix seroient parfaitement inutiles; car elles ne sont censées faites que pour reprimer les méchans. Chez une nation qui a rompu ses fers, c'est sur-tout contre les dépositaires de l'autorité qu'elles doivent être sévères et inflexibles. Or les agens du nouveau régime, n'étant que les agens mêmes de l'ancien sous d'autres dénominations; c'est-à-dire des hommes injustes, avides, rapaces, insolens, oppresseurs et pétris de vices; par conséquent toujours prêts à abuser des loix pour piller, vexer et opprimer leurs concitoyens; il s'ensuit que la constitution qui n'a laissé dans la main du peuple aucun moyen de les forcer au devoir est complètement manquée.

Je ne cesse de le dire depuis dix-huit mois, la machine politique organisée comme elle l'est par nos législateurs, ne marchera point; ou elle ne marchera que pour dépouiller et opprimer la nation, sur-tout pour tyranniser les amis de la liberté.

Les citoyens sensés apperçoivent plusieurs de ces défauts: il n'en est aucun qui n'improve le décret du veto suspensif, de l'initiative de la guerre, des 25 millions de la liste civile, du douaire de l'Autrichienne, de la liquidation des dettes des freres du roi, aux dépens du public, de l'inviolabilité des peres conscrits, des brevets de retenue, de la gendarmerie nationale et de la nomination des administrateurs du trésor public par le roi.

A ces décrets essentiellement vicieux, l'observateur instruit en ajoute mille autres; ou plutôt il regarde la constitution que comme un édifice plâtré, tendant à rétablir le despotisme sur l'empire des loix; car la déclaration des droits de l'homme, base sacrée de la constitution, est eludée ou anéantie par les décrets subséquens.

Examinez toutes les branches et vous reconnoîtrez

que depuis le funeste décret de la loi martiale, les pères conscrits n'ont plus été occupés qu'à détruire la robe et le clergé qui portoient ombrage au monarque, qu'à s'emparer des biens de l'église pour payer les dettes du gouvernement et de la famille royale; qu'à remettre dans la main du roi tous les ressorts de l'autorité que la révolution en avoit arrachés (1).

Quelques jours après la prise de la Bastille, ils reconnurent solennellement la souveraineté de la nation, et son droit exclusif de faire les loix: mais ils ne tardèrent pas à l'en dépouiller pour en investir ses représentans, ou plutôt pour attribuer au prince le pouvoir exclusif de sanctionner les loix. Par ce décret inique et inconstitutionnel, le voilà donc constitué l'arbitre suprême du législateur.

Ils ont distingué les pouvoirs de l'état en législatif et en exécutif; le premier est attribué aux représentans de la nation, le dernier au monarque. Mais par les moyens qu'ils lui ont laissé de séduire et de corrompre les membres du législateur, ils l'ont rendu maître de la puissance de faire les loix. Que dis-je? pour l'avoir dans les mains; il suffit qu'il s'assure de leurs comités. Or une cruelle expérience ne nous a que trop fait voir que tous les comités, lui sont vendus. En doutez-vous? Jetez les yeux sur le décret de la gendarmerie nationale; et vous verrez que c'est Guinard qui en a donné le plan: comme Latour-du-Pin a donné le plan de l'organisation de l'armée de ligne. Jetez les yeux sur tous décrets qui immiscent le roi dans toutes les parties de l'administration par le moyen de ses commissai-

(1) Le peu de bien qui s'est opéré accidentellement, grace aux exécutions populaires, est la destruction de la féodalité.

res; et plus encore sur les tentatives des divers comités, tant de fois répétées de lui remettre les clefs du trésor public, la disposition directe de toutes les forces nationales, la nomination immédiate des membres de la cour de cassation et de la haute cour d'état. Mais c'est au projet sur l'organisation du ministère de France que se voit toute la perfidie du comité de constitution. L'une des attributions du ministre de l'intérieur devoit être le recouvrement des fonds publics, disposition qui le rendoit maître de toutes les propriétés nationales; et l'une des attributions du ministre de la justice devoit être le droit de délivrer des mandats d'amener, et même des mandats d'arrêt, c'est-à-dire le droit de délivrer des lettres constitutionnelles de cachet, et de se défaire, ainsi de tous les citoyens qui déplaisoient au cabinet, peut être à lui-même, et à ses protégés. Projet infernal qui mettoit le gouvernement de la France libre au-dessous de celui de la Turquie.

Non contents de lui avoir remis indirectement la puissance de faire les loix, les peres conscrits lui ont remis celle de les faire parler ou de les faire faire quand il lui plaît.

En rendant le monarque chef de l'armée réglée, en lui faisant prêter serment de fidélité par les officiers et les soldats, en lui confiant la disposition des arsenaux, des moulins à poudre, des magazins de vivres: ils ont remis entre ses mains les principales forces de la nation. En lui faisant jurer fidélité par les armées citoyennes, en les faisant s'engager de n'agir, pour le maintien de leurs décrets, qu'à la requisition des corps administratifs sur lesquels il a la main, ou à la requisition directe au moyen d'un décret particulier comme dans le massacre de Nancy, ils l'ont rendu dépositaire de toute la force publique. Conséquemment maître absolu de l'empire, ainsi fait-il taire ou parler les loix, comme il lui plaît. Quel exemple terrible de cette affreuse vérité? N'avons-

nous pas actuellement sous les yeux. Des conspirateurs en armes arrêtés dans son palais, et traduits en prison par des soldats patriotes, sont quelques jours après remis en liberté par le département sur le refus du législateur venu de prendre connoissance de l'affaire. Un grand nombre de pauvres citoyens séduits par les émissaires des conspirateurs sont jetés dans les cachots pour avoir démoli quelques cailloux d'un donjon redoutable, puis arbitrairement tenus au secret par le général contre-révolutionnaire ; et le législateur venu fermant l'oreille aux réclamations publiques, voit en silence ses décrets les plus solennels violés effrontemens par les ennemis de la révolution, voilà donc, dès leur naissance les loix toutes puissantes pour favoriser les traîtres à la patrie sans force, pour protéger les amis de la liberté (1).

Mais combien de moyens cachés n'a-t-il pas de les plier à ses volontés, sans soulever l'indignation publique ! Le pouvoir judiciaire qui semble séparé du pouvoir exécutif, ne lui est pas moins subordonné. C'est au nom du prince que se poursuivent tous les crimes, et que se rend la justice. Une brutale (2) soldatesque, de tout temps dévouée au monarque, et investie du pouvoir arbitraire d'arrêter les citoyens soupçonnés de crimes, n'arrête que les amis de la révolution : revêtue du pouvoir de constater les preuves du délit, elle ne tient compte que des témoignages vrais ou faux à la charge de prévenus. Les commissaires de police et les juges de paix,

(1) N'en doutez pas, cette obstination à tenir au secret les prisonniers de Vincennes, au mépris de toutes les loix, n'a d'autre but que de pousser le peuple à l'insurrection pour avoir un prétexte de le faire écraser par la soldatesque, stupide et vénale, et de profiter de l'émeute pour enlever la famille royale.

(2) La maréchaussée.

presque tous vils agens de l'ancien régime, suivent la même marche. Les tribunaux, composés des débris des anciennes cours et des suppôts de la chicane, sont prêts à rendre les jugemens que leur dictera le cabinet ministériel; et déjà les accusateurs publics refusent de poursuivre les satellites et les protégés des agens de l'autorité. Ne les voit-on pas repousser les plaintes des malheureuses victimes des brigands soudoyés du général, et garder le silence sur les assassinats de la Rapée, de la Maison-Blanche, de la Chapelle; tandis que les municipaux, prostitués à la cour, recherchent arbitrairement les citoyens qui se sont défendus contre les assassins, et qu'ils s'efforcent de les faire périr dans les cachots.

Si le monarque est maître des tribunaux, il ne l'est pas moins des corps administratifs. Après avoir établi la subordination entière et la parfaite soumission des inférieurs aux supérieurs; un décret (1) nouvellement rendu, finit par soumettre ceux-ci à l'autorité du monarque. Par l'article 27 de ce décret, » les conseils et directoires de départemens, sont » tenus d'exécuter et faire exécuter, sans délai, » les ordres d'administration émanés du roi, en qualité de chef-suprême de l'administration-général, » et contresignés par le ministre de l'intérieur ». Or, au moyen du pouvoir, conféré au département, d'an-

(1) Voyez le décret rendu les 3 et 6 mars, compléter l'organisation des corps administratifs.

nuller les actes des districts, et des municipalités
 de son arrondissement, de les suspendre et de chan-
 ger les sièges des assemblées primaires; le roi se
 trouve le maître absolu de toutes les assemblées des
 citoyens, qu'il peut paralyser et dissoudre à son gré.
 Pour que rien ne lui résiste, les articles XXX et
 XXXI, confèrent au monarque le droit » d'annuler
 » directement tous les actes de ces corps adminis-
 » tratifs, et d'en suspendre les membres, au cas que
 » le directoire du département ait refusé de se pré-
 » ter à ces ordres arbitraires; et cela par une sim-
 » ple proclamation publiée sous la responsabilité de
 » son ministre » : tandis que l'article XXXV lui
 confère le droit d'en agir à l'égard des départe-
 mens, comme à l'égard des autres corps adminis-
 tratifs. Enfin l'article XXXVI confère au roi le
 droit de suspendre les procureurs-syndics, les di-
 rectoires et les conseils-généraux de départemens,
 en cas de résistances à ses ordres; disons même ce-
 lui de les faire remplacer provisoirement par des
 commissaires dans les circonstances urgentes, sous
 la responsabilité du ministre. Voilà donc, en défini-
 tif, le royaume administré par des commissaires
 royaux, et le roi déclaré par la loi maître absolu
 de l'administration de tous les biens de la nation,
 du recouvrement de tous les fonds publics, de la
 levée des impôts, &c.

Après avoir livré au roi tous les biens nationaux,
 les peres conscrits lui livrent le trésor public, par
 l'article II du décret, qui ordonne que l'administra-

tion en sera confiée à un comité, composé de six commissaires, nommés par le roi, que le ministre surveillera; et dont aucun n'a même été rendu responsable. Mais le fussent-ils tous! A quoi se réduiroit leur responsabilité. Jugez-en par les retraites honorables, et les graces dont le roi a comblé le dernier ministère; dont tous les membres étoient accusés de malversations criminelles par la nation, et dont les preuves de trahison étoient acquises. Jugez-en par le refus d'accepter le décret (1) qui déclare les ministres responsables, refus qui n'a cédé au bout de 18 mois qu'à la certitude de la parfaite inutilité de ce décret; aujourd'hui que le roi dispose à son gré du législateur, de tous agens de l'autorité, et pour combler de malheurs) de l'armée citoyenne elle-même.

(La suite au N^o. prochain).

Avertissement.

On trouve actuellement à l'imprimerie de Henri IV, place Dauphine, et chez le sieur Collin (marchand libraire au Louvre près l'académie des sciences) des collections de l'*Ami du peuple*, depuis son origine jusqu'au n^o. 400 exclusivement. &c.

(1) Ce n'est que le 6 de mois que le roi s'est déterminé à accepter ce décret avec celui qui déclare inviolables les représentans de la nation: Quand on n'auroit d'autres reproches à faire au garde-des-sceaux actuel, que la négligence de l'avoir fait accepter depuis 4 mois, il n'en faudroit pas davantage pour démontrer qu'il n'est pas moins traître à la nation que son prédécesseur.

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.